

<https://divergences.be/spip.php?article3689>



Le climat change toute la donne...

- Aujourd'hui - 2023 - Juin -



Date de mise en ligne : mardi 30 mai 2023

Copyright © Divergences, Revue libertaire internationale en ligne - Tous

droits réservés

<https://www.dissentmagazine.org/article/climate-still-changes-everything>

Le mouvement américain en faveur du climat s'est largement développé en réaction à des revers et à des défaites. Que fera-t-il face à une victoire décevante ?



Lorsque la loi sur la réduction de l'inflation a été promulguée en août dernier, elle a été célébrée comme le plus grand texte législatif fédéral sur le climat jamais adopté aux États-Unis. La barre à franchir était étonnamment basse : l'IRA (Inflation Reduction Act) est aussi la seule véritable législation climatique du pays. Si son adoption a constitué un jalon douteux, elle a également marqué la fin d'une époque pour un mouvement climatique américain galvanisé près de quinze ans plus tôt par le quasi-échec de la conférence des Nations unies sur le climat en 2009 et l'échec de la législation fédérale précédente en 2010. Au cours des années qui ont suivi, le mouvement climatique s'est nettement orienté vers la gauche, devenant plus radical dans ses tactiques et plus visionnaire dans ses revendications. Le mouvement a sans aucun doute changé la teneur de la politique américaine. Mais il s'est également heurté aux limites de son pouvoir. Quelle sera la prochaine étape ?

L Le projet de loi sur le climat, présenté en 2009 été le premier échec législatif .

Dès 2008, lorsque M. Obama est entré à la Maison-Blanche à la faveur du krach financier, certains ont proposé une version du "New Deal vert" pour stimuler l'économie. Pourtant, l'administration a opté pour un plan de relance allégé qui comprenait quelques subventions liées au climat, notamment pour la recherche et le développement dans le domaine de l'énergie solaire. Le projet de loi sur le climat, présenté en 2009 par le représentant Henry Waxman et le sénateur Ed Markey, a été le premier échec législatif de l'administration. Cette loi, connue sous le nom de Waxman-Markey, proposait de mettre en œuvre un système de plafonnement et d'échange dans lequel l'État fixerait un plafond pour les émissions globales et délivrerait aux entreprises des permis d'émission qui pourraient être échangés sur un marché. L'aile droite radicalisée du parti républicain, qui prenait alors forme au sein du Tea Party, s'est fait les dents en s'opposant à ce qu'elle a qualifié de "cap-and-tax". Le projet de loi a été adopté par la Chambre

des représentants en 2009, mais il avait besoin d'une super-majorité pour être adopté par le Sénat, ce qui n'a pas été le cas. Il n'a donc jamais été soumis au vote. Waxman-Markey étant dans l'impasse, M. Obama s'est rendu à la conférence COP15 de 2009 à Copenhague avec peu de choses à montrer pour sa noble rhétorique sur le climat, qui semblait offrir une lueur d'espoir quant à la possibilité d'un accord international majeur sur le climat après huit années d'intransigeance des États-Unis sous la présidence de George W. Bush. Les négociations se sont conclues par un accord faible plutôt que par l'accord contraignant que beaucoup avaient espéré.

L'échec des stratégies d'initiés, tant au niveau national qu'international, a radicalisé le mouvement climatique américain, alors naissant. La fenêtre de la politique fédérale étant fermement fermée, beaucoup se sont tournés vers l'action directe visant à "garder le sol". Les batailles pour l'obtention du permis de construire de l'oléoduc Keystone XL, qui transporterait le pétrole brut des sables bitumineux canadiens vers les raffineries et les centres de distribution américains, ont dominé les quelques années suivantes de la politique climatique. Ils ont été rejoints par la lutte contre l'oléoduc Dakota Access, qui a culminé avec le camp de protestation massif de Thanksgiving 2016 mené par les Protectors de l'eau des Sioux de Standing Rock. Lorsque l'administration Trump a cherché à revenir sur les progrès environnementaux minimes en annulant les mesures exécutives d'Obama sur le climat, en sortant de l'accord international de Paris et en abrogeant le Clean Power Plan (qui avait fixé des limites d'émissions pour les centrales électriques américaines), le mouvement pour le climat a connu une nouvelle escalade. À l'automne 2018, une nouvelle vague d'activisme menée par les jeunes a fait irruption sur la scène, incarnée par les sit-in du Sunrise Movement aux États-Unis et les grèves scolaires Fridays for Future en Europe.

Début 2019, Markey était de retour sur le terrain du climat, proposant une résolution de Green New Deal avec l'étoile montante de la gauche électorale, Alexandria Ocasio-Cortez. La distance entre les deux propositions de Markey illustre la croissance de la gauche américaine au cours de la décennie : de la tentative de Waxman-Markey d'exécuter une transition énergétique par le biais de mécanismes de marché à un solide programme d'investissement public cherchant à relier le changement climatique à d'autres questions politiques et sociales. Imprégné de l'urgence d'une nouvelle vague d'alarmes climatiques - dont le rapport 2018 du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'évolution du climat qui met en garde contre la nécessité d'une action de grande envergure d'ici 2030 et le best-seller de David Wallace-Wells, *The Uninhabitable Earth*, qui répertorie les conséquences catastrophiques d'une atteinte des limites supérieures des projections de changement de température - le **Green New Deal** est devenu le cri de ralliement de la gauche climatique et la vision positive d'une coalition de la grande tente. C'était la politique climatique phare de la campagne de Bernie Sanders en 2020, qui proposait de dépenser 16 000 milliards de dollars sur dix ans.

Joe Biden n'a jamais soutenu le Green New Deal. Mais son programme Build Back Better (BBB) s'est clairement inspiré de l'ambition et de la vision de ce dernier, qui consiste à lier l'action climatique à d'autres éléments de la politique sociale. Dès son entrée en fonction, M. Biden a proposé d'importants investissements publics dans les infrastructures vertes, en ciblant la création d'emplois et en donnant la priorité aux investissements dans les communautés "de première ligne" les plus vulnérables aux effets du changement climatique. Sur les quelque 4 000 milliards de dollars de dépenses prévues dans le plan américain pour l'emploi et le plan américain pour la famille de M. Biden, les principales propositions législatives du paquet BBB initial de l'administration, environ 1 000 milliards de dollars pourraient généreusement être considérés comme liés au climat. Déjà insuffisante pour atteindre l'objectif déclaré de l'administration de réduire de moitié les émissions de carbone d'ici 2030, cette somme a été de plus en plus réduite au fur et à mesure que le BBB passait par des cycles de mort imminente et de relance, jusqu'à ce que les sénateurs Joe Manchin et Chuck Schumer parviennent finalement à un accord à l'été 2022.

Le résultat, l'euphémisme "Inflation Reduction Act", contient environ 370 milliards de dollars de dépenses liées au climat. Associé aux investissements climatiques contenus dans le projet de loi bipartisan de 2021 sur les infrastructures - en particulier pour la modernisation des réseaux électriques, les lignes de transport et les stations de recharge - il marque un tournant définitif par rapport aux mécanismes de marché minimaux de l'ère Waxman-Markey. Mais on est également loin de la vision du Green New Deal, même dans ses articulations les plus

courantes. Au lieu d'investissements publics dans les biens et services publics, le cœur du projet de loi consiste en des crédits d'impôt pour les investisseurs privés et les consommateurs de la classe moyenne : le capitalisme vert à l'ère de l'économie d'actifs. Malgré toute la rhétorique de Biden sur l'emploi et la justice, les bénéfices pour les travailleurs et les communautés de la classe ouvrière sont au mieux indirects ; la justice climatique pour ceux qui sont en première ligne est une réflexion après coup.

Alors que Waxman-Markey travaillait directement sur le marché, la théorie du changement de l'IRA s'appuie sur le marché de manière plus indirecte. Elle fait le pari que les subventions stimuleront suffisamment l'innovation pour faire baisser le coût des technologies vertes et concurrencer les combustibles fossiles, tout en rendant l'industrie américaine plus compétitive par rapport à la Chine. Comme l'ont fait remarquer de nombreux commentateurs, il ne contient que des carottes pour la production de technologies vertes, sans aucun bâton visant à réduire l'utilisation des combustibles fossiles - en fait, il contient même des crédits d'impôt pour l'industrie des combustibles fossiles afin qu'elle développe des technologies "à faible teneur en carbone", une concession imposée par Manchin. Les objectifs de l'IRA sont étroits : au lieu d'investir dans les transports publics et les logements denses et abordables, il double la stratégie de remplacement des moteurs à combustion interne par des véhicules électriques. Les réductions d'émissions qu'elle prévoit s'appuient fortement sur des technologies d'élimination du carbone qui n'ont pas encore fait leurs preuves. Sur le plan politique, alors que le "Green New Deal" visait à créer un vaste mouvement en faveur de l'action climatique et à renforcer le pouvoir pour les luttes futures, l'IRA représente un retour à la stratégie de la technocratie tranquille. Les seules personnes qui savent ce que fait l'IRA sont celles qui se préoccupent déjà du changement climatique. C'est ce que nous avons de mieux, et c'est loin d'être suffisant.

Cette section spéciale vise à faire le point alors que nous entrons dans un nouveau chapitre incertain de la politique climatique. La trajectoire du GND, du BBB et de l'IRA est instructive, car elle marque à la fois les avancées réelles de la gauche et les limites réelles de ce qu'elle peut apporter. Elle pose également de nouvelles questions. À l'instar de la gauche américaine au sens large, le mouvement climatique américain s'est largement développé en réponse à des revers et à des défaites. Que fera-t-il face à une victoire décevante ?

Le mouvement climatique s'est souvent tourné vers des tactiques radicales en réponse à des déceptions électorales. Il y a un peu plus d'un an, par exemple, l'échec de BBB a incité de nombreuses personnes à flirter avec l'idée de faire exploser les pipelines. Mais l'adoption d'une législation fédérale, aussi limitée soit-elle, a rassuré de nombreux anciens radicaux du climat en leur montrant que des progrès institutionnels étaient possibles. Alors que l'aile gauche du mouvement climatique a dressé un catalogue exhaustif des lacunes de l'IRA, l'élan qu'elle a pu avoir semble aujourd'hui fortement réduit. C'est inquiétant, car il reste beaucoup de travail à faire. Malgré toutes les limites du projet de loi, les milliards de dollars qu'il alloue donneront lieu à de nouvelles luttes pour la mise en œuvre, avec des effets en aval majeurs pour les politiques du travail et de l'utilisation des terres. En outre, les effets de l'IRA se font déjà sentir au-delà des frontières américaines, qu'il s'agisse du conflit commercial qui couve avec l'Union européenne, de la concurrence accrue avec la Chine ou de l'expansion de l'exploitation minière du lithium en réponse à la demande croissante de matériaux pour les batteries.

Au milieu du battage médiatique sur l'essor du capitalisme vert, la mort du capital fossile a peut-être été célébrée prématurément. L'invasion de l'Ukraine par la Russie et les conséquences géopolitiques qui en ont découlé ont fait grimper les prix du pétrole et du gaz et stimulé les investissements dans de nouveaux forages dans le monde entier, y compris dans l'Arctique de l'Alaska, où l'administration Biden a récemment approuvé l'énorme projet Willow de ConocoPhillips [\[1\]](#), malgré les promesses de campagne qui allaient dans le sens contraire. À moyen terme, la pénurie d'énergie pourrait donner un nouvel élan à la transition, mais à court terme, la demande de combustibles fossiles est plus forte que jamais.

Alors que le climat est beaucoup plus au centre des préoccupations politiques qu'il y a quinze ans, les émissions de carbone ont continué à augmenter régulièrement. Des modèles récents suggèrent qu'il est plus probable que les températures se stabilisent entre 2 et 3 Â°C de réchauffement qu'à 3 Â°C ou plus. Mais si cela a incité certains

commentateurs à faire preuve d'un optimisme surprenant, il ne s'agit guère d'une bonne nouvelle. Même ce niveau de réchauffement ostensiblement "modéré" dépasse largement la demande de "1,5° pour rester en vie" formulée depuis longtemps par les petits États insulaires et d'autres pays vulnérables - un objectif qu'un nouveau rapport du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a déclaré tout à fait hors d'atteinte. Les effets du changement climatique, qui se matérialisent avec des augmentations de température beaucoup plus faibles que ce qui était prévu, menacent toujours de dévaster des milliards de personnes dans le monde, comme l'ont montré les inondations meurtrières qui ont balayé le Pakistan à l'automne dernier. Consciente de cette triste réalité, la récente COP27 a créé un fonds pour les pertes et dommages causés par le changement climatique - une étape modeste mais importante dans la lutte pour la réparation des dommages causés par le changement climatique. L'initiative de Bridgetown, défendue par le Premier ministre de la Barbade, Mia Mottley, cherche à établir un lien entre la réforme financière mondiale et les besoins des pays du Sud vulnérables au changement climatique. Mais la justice climatique exige bien plus.

La lutte pour la décarbonisation ne fait que commencer. Il en va de même pour le changement climatique lui-même, qui suscitera des développements politiques inédits. Les problèmes et les questions abordés ici ne sont donc qu'une poignée de ceux qui émergeront dans les années à venir. Après tout, peu de questions politiques resteront épargnées par le réchauffement des températures ou par l'ampleur des transformations sociales nécessaires pour relever le défi de la réduction des émissions. En d'autres termes, le climat change encore tout. Notre réflexion et notre action devront suivre.

[1] Le projet Willow de ConocoPhillips est une vaste entreprise de forage pétrolier qui s'étend sur plusieurs décennies sur le versant nord de l'Alaska, dans la réserve nationale de pétrole, qui appartient au gouvernement fédéral. La zone où le projet est prévu contient jusqu'à 600 millions de barils de pétrole. Ce pétrole mettrait des années à arriver sur le marché puisque le projet n'a pas encore été construit.